Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa
N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Dossier complet le :	N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Projet de démolition et de reconstruction d'un magasin à l'enseigne LIDL à Saint-Étienne – GUITTON (42)

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom CORSANT Prénom Anne-Lise

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale : LIDL Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale :

RCS / SIRET : 3 4 3 2 6 2 6 2 2 1 8 9 2 7 Forme juridique : Société en nom collectif

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie *(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)*
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisir	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus. b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

La société LLIDL projette la démolition puis reconstruction de son magasin de grande distribution, existant au 4 rue Auguste Guitton, afin de le réaménager et de l'agrandir, avec parking de surface et espace vert.

Le projet prévoit :
- la démolition de l'ancien magasin ainsi que du bâtiment FROMABERT ;
- la reconstruction sur les deux parcelles cadastrales du nouveau magasin avec agrandissement qui passera de 990 m² à 1 428,73 m² de surface de vente ;
- le réaménagement du parking notamment par l'ajout de nouvelles places de parking.

Le bâtiment représentant environ 25 % de la surface du site sera localisé sur la partie sud-ouest du site. Le reste de l'emprise sera occupée par environ 50 % de parking de surface et voirie, et environ 25 % d'espace vert.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

4.2 Objectifs du projet

Ce projet a pour objectif d'offrir un nouveau magasin LIDL aux clients et des abords de qualité (réaménagement des espaces verts et de stationnements) pour améliorer l'expérience d'achat de ces derniers.

- Le magasin actuel sera démoli et remplacé;
- Un parking de 118 places (dont 4 PMR, 3 places Familles, 6 places pour véhicules électriques et 26 pré-équipées électriques) sera mis à disposition des clients
- 887 m² de panneaux photovoltaïques en toiture vont être installés.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Il est prévu, en phase travaux :
- La démolition du magasin LIDL actuel pour le reconstruire plus grand, par la suite, en englobant la parcelle voisine
- La démolition du bâtiment de la parcelle rachetée
- Le raccordement aux réseaux;
- L'édification des bâtiments;
- L'aménagement des espaces extérieurs.
- L'aménagement de zones de stationnement

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'entrée client du magasin se fera rue Auguste Guitton.
La parcelle réservée SDIS sera du côté de l'allée Marcel Paul.
La parking sera accessible par deux entrées, une rue Auguste Guitton et une allée Marcel Paul

Les eaux pluviales des voiries, toitures et chaussées feront l'objet d'une gestion adaptée et conformes aux exigences réglementaires et techniques.
De même, les eaux de lavage du parking couvert seront collectées séparément et seront rejetées au réseau d'eaux usées collectifs, après traitement par un débourbeur, selon les règles fixées par Saint-Étienne Métropole en matière d'assainissement.

Les déchets seront évacués quotidiennement vers les plateformes logistiques par les camions de livraison ayant déposés la marchandise.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Dans la mesure où le bassin versant concerné pour la collecte et la gestion des eaux pluviales du projet d'aménagement sera uniquement constitué par l'emprise définie par les limites administratives (cadastrales) du site (9 556 m²), le projet n'est pas soumis au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement :
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Superficie globale du projet (réaménagement du magasin LIDL et agrandissement du parking)	9 556 m²
Superficie totale du parking	4 160 m²
Emprise au sol	2 444 m²
Plein terre	2 399 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Rue Auguste GUITTON - Saint Étienne (42)

Coordonnées géographiques[1] **Long.** 0 4 ° 2 3 ' 0 6 " E **Lat.** 4 5 ° 2 7 ' 6 0 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Point d'arrivée : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? Oui ☒ Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Oui ☐ Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☒	Les zones d'intérêt écologiques les plus proches sont les suivantes : - ZNIEFF de type I, Coteaux de Chavannes à 7 km à l'Est - ZNIEFF de type II, Contrefort Septentrionaux du Massif du Pilat à 7,3 km au Sud - ZNIEFF II, Gorges de la Loire à l'amont de la Plaine du Forez à 7 km à l'Ouest - ZNIEFF II, Contreforts Méridionaux des Monts du Lyonnais, à 4,3 km au Nord
En zone de montagne ?	☒	☐	La commune de Saint-Étienne se trouve sur une zone de montagne, L'altitude moyenne du site est de 478m NGF.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☒	x
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☒	x
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☒	x
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☒	☐	Existance d'un plan de prévention du bruit à St Etienne. La nuisance sonore sera limitée au vue de la zone d'implantation du magasin. Les travaux de démolition puis de construction feront l'objet d'une attention particulière aux nuisances vibratoires de par son implantation en milieu urbanisé et la proximité du voisinage.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☒	Le site n'est pas localisé à proximité de sites inscrits ou classés. Le plus proche est à 1,18 km, c'est un site inscrit : Le Pont du premier chemin de fer qui se situe entre la commune de Villars et celle de Saint-Priest-en-Jarez.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☒	Absence de zone humide recensée sur le site et aux alentours immédiat. La zone humide la plus proche est recensée sur la comme de La Valla-en-Gier, à 10km du site et n'entretient aucune relation hydraulique avec ce dernier. La parcelle est entièrement imperméabilisée et n'est donc pas susceptible d'accueillir de zone humide.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☒	☐	Présence d'un Plan de Prévention des Risques Inondation sur la commune de Saint-Etienne. Le site n'est pas concerné par ce PPR Inondation. Le site est compris dans le périmètre du TRI de Saint-Etienne. Pas de PPRT ou de PPRN Mouvement de Terrain Prescrit
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☒	☐	Des investigations menées sur les milieux sols, gaz du sol et air ambiant entre 2018 et 2021 ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures (sols et air/gaz), de métaux (sol) et de solvants (air/gaz). Le projet a fait l'objet d'un plan de gestion et d'une analyse des risques résiduels prédictive, ainsi qu'une mission ATTES visant à justifier que le projet d'aménagement de LIDL a bien pris en compte les mesures de gestion à mettre en œuvre vis-à-vis de la qualité des milieux présents au droit du site. Voir annexe 8
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☒	Le site ne se trouve pas à l'intérieur d'une zone de répartition des eaux.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☒	Le site est en dehors d'une aire d'alimentation de captage en eau potable
Dans un site inscrit ?	☐	☒	Le site n'est pas localisé à proximité de sites inscrits ou classés
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	**Oui**	**Non**	**Lequel et à quelle distance ?**
D'un site Natura 2000 ?	☐	☒	Les 2 premières zones Natura 2000 les plus proches sont : - à 6,5 km au Sud : Zone Habitat et Oiseaux (FR8201762) - à 6,7 km à l'Ouest : Zone Natura 2000 Habitat (FR8201763)
D'un site classé ?	☐	☒	Le site n'est pas localisé à proximité d'un site classé

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?
Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? *Appréciez sommairement l'impact potentiel*
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☒	Le projet ne prévoit pas de prélèvement d'eau souterraine, ni de rejet d'effluent industriel. Les usages en eau vont être liés à l'entretien des locaux et aux sanitaires à l'usage du personnel et des visiteurs, et seront alimentés par prélèvement au réseau local d'eau potable.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☒	Pas de prélèvement ou de rejet dans les eaux souterraines, ni en phase travaux ni en phase exploitation.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☒	☐	Le projet ne prévoit pas de déblais/remblais.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☒	Le projet ne prévoit pas de déblais/remblais.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☒	Le projet se situe sur deux parcelles déjà artificialisées accueillant des bâtiments qui vont être détruits et remplacés par le projet. Ces parcelles sont enclavées par plusieurs parcelles artificialisées occupées par des activités industrielles et artisanales. Le projet prévoit une désartificialisation de l'assiette foncière d'environ 5% par l'agrandissement et l'amélioration qualitative des espaces verts. Cette mesure permettra d'améliorer la qualité des habitats de la faune urbaine.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☒	Il y a 2 zones Natura 2000 présentes à moins de 7 km du site : - Une première Zone Habitat et Oiseaux (FR8201762) à 6,5 km au Sud - Une seconde Zone Natura 2000 Habitat (FR8201763) à 6,7 km à l'Ouest Néanmoins, le site ne fait pas partie de ces zones et n'est pas considéré comme étant proche. Il n'a donc aucun impact.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	☐	☒	Le site se localise en dehors de toutes zones sensibles, en dehors de tout périmètre de protection des sites inscrits ou classés. De plus, le site ne se situe pas dans une zone d'intérêt écologique.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☒	Le projet est situé sur deux parcelles déjà artificialisées classées en zone UFa du PLU de Saint-Etienne correspondant à des espaces admettant le commerce de gros et de détail.(annexe 8) Il ne prévoit pas de défrichement.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☒	Canalisations permettant le transport de matières dangereuses (gaz naturel) dans un rayon de 330 m autour du site d'étude. Cinq ICPE sont localisées autour du site d'étude dans un rayon de 10 km. La plus proche se situe à 350 m au Sud. Aucune n'est classée SEVESO.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☒	☐	Le site est compris dans le TRI de Saint-Etienne mais en dehors du PPR Inondation. La zone d'implantation du projet est une zone potentiellement sujette au débordement de nappes (fiabilité moyenne). Potentiel Radon fort. Exposition du site à des aléas faibles de retrait-gonflement des sols argileux.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐ ☐	☒ ☒	Lors de la phase travaux, aucun rejet de polluants dans le milieu ne sera effectué. De plus, lors de la phase d'exploitation, le projet ne va pas avoir d'incidences non plus.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	☐	☒	Un magasin était déjà présent, un certain trafic était donc déjà en place avant l'implantation du projet. Cependant l'agrandissement du parking va entrainer une augmentation du flux de trafic. Cela reste négligeable au vue de l'activité déjà présente dans la zone commerciale où s'implante le projet.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☒ ☒	☐ ☐	Le projet sera source de bruit, lié à la circulation de la clientèle, des camions de livraison ainsi que par la présence du groupe froid du magasin et pompes à chaleur. Cela est cependant négligeable au vu de l'environnement sonore actuel lié à la présence d'autres magasins implantés à proximité. Nuisance sonore liée à la phase travaux : les équipement techniques devront être positionnés à l'opposé de la direction des habitations proches

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐ ☐	☒ ☒	La gestion des déchets du magasin sera réalisée de manière à ne pas engendrer de nuisance olfactive pour le voisinage, notamment l'ensemble des déchets sont évacués quotidiennement vers les plateformes logistiques par les camions de livraison ayant déposés la marchandise. Aucune nuisance olfactive.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	☐ ☐	☒ ☒	Les travaux de démolition puis de construction feront l'objet d'une attention particulière aux nuisances vibratoires de par son implantation en milieu urbanisé et la proximité du voisinage.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐ ☐	☒ ☒	Eclairage artificiel du centre commercial aux heures d'ouverture. La nuisance est déjà existante aux alentours, par l'éclairage public et par la présence du magasin LIDL actuel.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☒	☐	Rejets atmosphériques liés à l'augmentation du trafic (livraisons et clients). Au vue de l'emplacement du site (à proximité de voies d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules/jour) le trafic supplémentaire généré est jugé de négligeable. En phase travaux, les émissions de poussières seront maîtrisées par des mesures spécifiques en raison de son implantation en milieu urbanisé et la proximité du voisinage.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	Les eaux pluviales des voiries, toitures et chaussées seront collectées et rejetées au réseau collectif selon les règles fixées par Saint-Étienne Métropole en matière d'assainissement.
	Engendre-t-il des effluents ?	☐	☒	Rejets des eaux usées sanitaires au réseau d'assainissement communal seulement.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☒	☐	Le magasin, de par son activité, produit des déchets ménagers qui seront traités (stockage et évacuation) de manière à ne pas engendrer de nuisance olfactive.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☒	Le site se situe en dehors des périmètres de protection des abords de sites inscrits ou classés. Le projet prévoit la reconstruction d'un bâtiment sur une parcelle déjà artificialisée et n'est donc pas de nature à impacter significativement le paysage.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☒	Le projet vise à la démolition et à la reconstruction d'un magasin LIDL plus grand, présent sur deux parcelles. Cet agrandissement va entrainer une extension du parking. Pas de modification des activités humaines ou des usages du sol car cela se fait dans une zone commerciale, déjà artificialisée.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Plusieurs projets se situent à proximité :

- Projet de création d'un nouveau magasin LIDL et réaménagement de ses abords (parking intérieur et extérieur et espaces verts). Ce projet se situant à 3km au Sud, n'a pas été soumis à évaluation environnementale par la DREAL.

- Projet d'implantation d'ombrières photovoltaïques sur le parc de stationnement du magasin IKEA présent au 47 Rue Jean Huss à Saint-Etienne (4km du site d'étude). La DREAL n'a pas soumis ce projet à évaluation environnementale.

- Mise en place d'ombrières de parking photovoltaïques sur le Bâtiment Necker (entreprise Gutenberg et Vivavi) à 2 km du site, au 34 rue Necker – Saint-Etienne. Le projet n'a pas à justifier d'une étude d'évaluation environnementale.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les eaux pluviales des voiries, toitures et chaussées feront l'objet d'une gestion adaptées aux exigences réglementaires et techniques imposées par le contexte du projet.

Le projet prévoit :
- une désartificialisation de l'assiette foncière d'environ 5% par l'agrandissement et l'amélioration qualitative des espaces verts;
- l'installation de 887 m² de panneaux photovoltaïques en toiture.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

L'impact du projet dans son ensemble est jugé faible au regard des sensibilités liées à l'environnement et des dispositions qui seront prises.

Au regard de l'analyse réalisée et ayant passé en revue l'ensemble des composantes environnementales, il est estimé que le projet peut être dispensé d'étude d'impact.
En annexe 7, un rapport d'auto-évaluation a été réalisé.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié** ;	☒
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	☒
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	☒
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories *5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	☒
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux *5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :* plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	☒
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☒

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : Rapport d'Auto-évaluation qui permet au maître d'ouvrage ou au pétitionnaire d'indiquer les raisons qui, selon lui, pourraient soumettre ou non son projet à étude d'impact. L'objectif de ce rapport est la réalisation d'une auto-évaluation du projet qui vise à observer les différents enjeux environnementaux du projet et à donner l'appréciation du porteur de projet à ce sujet. Annexe 8 : ATTES TAUW 2021

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à Saint Quentin Fallavier le, 26/12/2021

Signature

